

INFORMATIONS D'AUTRICHE

Fin de rédaction : 10 mai 2010

N° 10/10

POLITIQUE INTERIEURE

65^e anniversaire de la libération du camp de concentration de Mauthausen
Le gouvernement fête le 65^e anniversaire du rétablissement de l'Autriche

EUROPE INTERNATIONALE

UE/Grèce : Le chancelier Faymann au sommet extraordinaire à Bruxelles
Crédit à la Grèce : L'Autriche participe à raison de 2,3 mrds d'euros
M. Spindelegger à la conférence nucléaire de l'ONU à New York
M. Spindelegger en visite en Finlande et en Suède

ECONOMIE

Siemens : Brigitte Ederer devient chef du personnel et pour l'Europe
Chine-Autriche : Marché porteur pour la technique environnementale
Pronostic : Reprise plus rapide en 2010 – Augmentation du PIB de 1,3 %
Commerce : 3,1 % d'augmentation du chiffre d'affaires au 1^{er} trimestre

CULTURE MEDIAS SCIENCE

Prix d'Etat de journalisme éducatif et culturel à la rédactrice Lisa Nimmervoll
Franziska Ullmann et Peter Ebner à la Biennale d'architecture de Venise
M^{mes} Karl et Schmied cherchent une solution aux filières surpeuplées
Vienne : Boris Pahor obtient la Croix d'honneur autrichienne
JMW : Les Turcs à Vienne. L'histoire d'une communauté juive
T-B A21 : Positions artistiques contemporaines de Turquie
M^{me} Schmied remet les Prix autrichiens du livre pour enfants et jeunes 2010

POLITIQUE SPORTIVE

Perte de popularité des classes de neige : M. Darabos - « Table ronde »
Premier sommet formel des ministres du Sport : Questions d'avenir
Sport : Nouvelles compétences de l'UE

MENTIONS LEGALES

Propriétaire du média (éditeur) et producteur : Chancellerie fédérale, Service de presse fédéral. A-1014 Vienne, Ballhausplatz 1.
Rédaction : Franz Putz, tél. ++43/1/53115-2579, fax ++43/1/53115-4274, e-mail : franz.putz@bka.gv.at ; distribution : Direction VII/2, Irene Bucher, tél. ++43/1/53115-2958, fax ++43/1/53115-2880, e-mail : irene.bucher@bka.gv.at ;
<http://www.bundeskanzleramt.at> ; la reproduction partielle du texte est autorisée. Publié par le Service de presse fédéral Vienne.

POLITIQUE INTERIEURE**65^e anniversaire de la libération du camp de concentration de Mauthausen**

Il y a 65 ans, le 5 mai 1945, le camp de concentration nazi de Mauthausen fut libéré par des troupes américaines. Depuis 1989, le 5 mai est célébré comme journée du souvenir contre violence et racisme. L'Autriche officielle a tenu une séance commémorative dans la salle de séances historique du Parlement à laquelle participèrent, outre le président fédéral Heinz Fischer et la présidente du Conseil national Barbara Prammer, le gouvernement fédéral et de nombreux députés. L'ancien ministre polonais des Affaires étrangères Wladyslaw Bartoszewski (88 ans), lui-même résistant et survivant d'Auschwitz, exhorta dans son discours à « une attitude responsable à l'égard du passé ». La cérémonie commémorative de cette année était centrée sur les écolières et les écoliers qui s'étaient mis en quête des traces de la « Chasse aux lièvres du Mühlviertel » : En février 1945, env. 500 prisonniers soviétiques évadés de Mauthausen furent assassinés lors d'une battue sans précédent avec le concours de la population. Après la séance commémorative au Parlement, le chancelier Faymann et M. Bartoszewski eurent un entretien entre quatre yeux. M. Faymann loua l'engagement de M. Bartoszewski pour le dialogue, le témoignage et la réconciliation. Cette année, la commémoration de la libération dans l'ancien camp de concentration de Mauthausen et ses camps annexes culmina en la cérémonie à Mauthausen le 9 mai avec des délégations du monde entier. Elle était placée sous le signe des enfants et des jeunes déportés. En mars 1945, Mauthausen comptait plus de 15.000 enfants et adolescents enregistrés nommément âgés de quatre à 20 ans. Au total, env. 200.000 personnes y étaient détenues ainsi que dans les 49 camps annexes (la plupart sur territoire autrichien) dans des conditions inhumaines, dont env. la moitié périt dans cette machine d'extermination meurtrière.

Le gouvernement fête le 65^e anniversaire du rétablissement de l'Autriche

Le gouvernement fédéral a commémoré en une cérémonie le 27 avril le 65^e anniversaire de la déclaration d'indépendance de l'Autriche. Le 27 avril 1945, le gouvernement provisoire de l'Etat composé du SPÖ, de l'ÖVP et du KPÖ (Parti communiste autrichien) sous le chancelier Karl Renner avait proclamé l'indépendance de l'Autriche par rapport au Reich allemand. Après avoir déposé une gerbe

dans la crypte de la Porte de la Hofburg à Vienne, le chancelier Werner Faymann prononça un discours sous un chapiteau sur la place des Héros devant des écoliers et des écolières, évoquant les pères fondateurs de la Deuxième République qui, avec l'indépendance de l'Autriche, « posèrent les fondements de notre communauté d'aujourd'hui », qui sont : une profession de foi claire en faveur de la démocratie, la liberté, l'antifascisme, l'ouverture et la cohésion. Le Chancelier exhorta à l'humilité face aux décisions populaires et au devoir des partis « de participer activement et en tout temps à la démocratie ». Sans quoi la conséquence serait la radicalisation et la désagrégation de la société, dont l'histoire contemporaine de l'Autriche connaît des « preuves dramatiques ». La République doit en outre se défendre contre toute tentative d'affaiblir les acquis de la démocratie, exigea M. Faymann. Il se distanca avec véhémence et insistance de la violence, du fascisme et du national-socialisme. Il convient en ce jour de se souvenir des innombrables victimes de la lutte contre la dictature nazie et pour la liberté, sans le sacrifice desquelles l'Autriche n'aurait pas recouvré sa liberté. Il convient de reconnaître tout aussi manifestement la part de responsabilité de l'Autriche pour la guerre d'agression de l'Allemagne hitlérienne. « Nous ne saurions céder d'un pouce lorsque des concurrents politiques irresponsables et sans histoire exigent une attitude moins stricte à l'égard des lois d'interdiction du nazisme » parce qu'ils adhèrent toujours aux « vieilles » valeurs. Toute infraction à cette loi nuit à la République et à la population – ainsi le plaidoyer engagé de M. Faymann. L'Autriche a trouvé avec une « politique visionnaire et affirmative » sa place incontestée dans le monde, Vienne, siège de l'ONU et d'autres organisations internationales, est devenu une plaque tournante de l'entente, la réconciliation et la paix, souligna le Chancelier. La population a voté il y a 15 ans pour l'adhésion de l'Autriche à l'UE reconnaissant que les problèmes globaux croissants tels que crise financière, changement climatique, sécurité énergétique, migration, criminalité ou sécurité internationale ne sont plus maîtrisables au niveau national. M. Faymann est convaincu que seule une Europe unie peut contribuer à un monde fondé sur des valeurs fondamentales. On a aussi fêté le 27 avril le 65^e anniversaire de la Confédération syndicale autrichienne, dont M. Faymann et le président fédéral Heinz Fischer louèrent les mérites.

EUROPE INTERNATIONALE**UE/Grèce : Le chancelier Faymann au sommet extraordinaire à Bruxelles**

Les chefs d'Etat et de gouvernement de la zone euro ont tenu le 7 mai à Bruxelles un sommet extraordinaire sur l'aide à la Grèce. L'Autriche était représentée par le chancelier Werner Faymann. Les pays de la zone euro convinrent formellement du mode opératoire et du calendrier pour l'aide financière à Athènes d'un montant de 110 mrd d'euros. Dans le cadre de son action générale de sauvetage de l'euro, l'UE créera en outre un mécanisme permanent de crise pour l'ensemble de la zone euro. On veut par là « passer de l'instrument des aides bilatérales à des mesures communautaires », déclara M. Faymann. Lors d'une rencontre des ministres des Finances le 9 mai à Bruxelles, l'UE et le FMI ont adopté un parapluie de sauvetage de 750 mrd d'euros pour des pays menacés de la zone euro pour protéger la monnaie communautaire contre des attaques spéculatives sur les marchés financiers. 60 mrd d'euros doivent pouvoir être activés en cas de besoin conjointement par l'UE et le FMI, auxquels s'ajoutent 40 mrd d'euros (sous forme de garanties) de la part des Etats membres de la zone euro et 250 mrd d'euros au maximum du FMI lui-même. La contribution de l'Autriche est selon le ministre des Finances Josef Pröll un cadre de garantie de 12 à 13 mrd d'euros.

Crédit à la Grèce : L'Autriche participe à raison de 2,3 mrd d'euros

Comme tous les autres pays de la zone euro, l'Autriche participe aussi au paquet d'aide pour la Grèce lourdement endettée. Le gouvernement fédéral a décidé le 4 mai au Conseil des ministres un relèvement du cadre de crédit. La part actuellement connue de l'Autriche à l'aide à la Grèce de pays de la zone euro (80 mrd d'euros) et du Fonds monétaire international (FMI) se monte à env. 2,3 mrd d'euros. Jusqu'ici, le plafonnement fixé par la loi était de 2 mrd d'euros. Les amendements correspondants à la loi doivent encore être entérinés par le Conseil national. « Une action commune dans l'aide à la Grèce est indispensable pour empêcher une déflagration », déclara le chancelier Werner Faymann à l'issue du Conseil des ministres. M. Faymann souligna en même temps que la Grèce ne recevait ce crédit qu'en fonction de l'exécution de conditions rigoureuses et ceci en tranches. « Les 2,3 mrd d'euros ne sont pas un cadeau, mais un crédit limité à trois ans à un taux d'intérêt de cinq pour cent », dit M. Faymann. On ne saurait pas dire

à l'heure actuelle si un montant supplémentaire pourrait s'avérer nécessaire.

M. Spindelegger à la conférence nucléaire de l'ONU à New York

Les presque 190 Etats membres de Traité de non-prolifération des armes nucléaires se sont réunis le 3 mai à New York à leur conférence périodique d'examen. Cette session prévue pour quatre semaines doit délibérer de la façon dont le traité a été mis en œuvre jusqu'ici ainsi que d'un renforcement des mécanismes de contrôle. L'Autriche était représentée par le ministre des Affaires étrangères Michael Spindelegger. Le président iranien Mahmoud Ahmadinejad provoqua un incident : Il reprocha aux USA d'avoir non seulement utilisé la bombe par le passé, mais de continuer jusqu'à aujourd'hui à en menacer d'autres pays. Sur ce, les délégations des Etats-Unis et de plusieurs pays européens, dont la Grande-Bretagne, la France, l'Allemagne et l'Autriche (actuellement membre non permanent du Conseil de sécurité de l'ONU), quittèrent la grande salle plénière. M. Spindelegger a également rencontré à New York son homologue américain Hillary Clinton pour un « échange d'idées approfondi ». Mme Clinton loua les « propos inéquivoques » de M. Spindelegger à l'égard du ministre iranien des Affaires étrangères Manouchehr Mottaki lors de la visite de ce dernier à Vienne le 25 avril. Le Ministre autrichien avait exhorté l'Iran à fournir des garanties pour les fins purement civiles du programme nucléaire iranien pour que l'Iran puisse recouvrer la confiance de la communauté internationale. M. Spindelegger rendit hommage aux récentes initiatives des USA, qui ont donné un nouvel élan aux efforts de désarmement d'envergure mondiale.

M. Spindelegger en visite en Finlande et en Suède

Le ministre des Affaires étrangères Michael Spindelegger a rendu visite du 24 au 27 avril à la Finlande et à la Suède. A Helsinki, M. Spindelegger eut notamment des entretiens avec la présidente Tarja Halonen et avec son homologue Alexander Stubb. Les deux pays préconisent une meilleure coordination des stratégies de l'UE pour les espaces baltique et danubien. A Stockholm, M. Spindelegger conféra avec le ministre du Travail Sven Otto Littorin sur la politique de l'emploi visant particulièrement les travailleurs âgés, dont le taux d'emploi est bien plus élevé en Suède qu'en Autriche.

ECONOMIE**Siemens : Brigitte Ederer devient chef du personnel et pour l'Europe**

La PDG de Siemens Autriche Brigitte Ederer (54 ans) devient le 1^{er} juillet 2010 directeur du personnel et des opérations européennes du groupe Siemens à son siège à Munich. Elle y est subordonnée au PDG du groupe Peter Löscher, également Autrichien. Comme futur chef du personnel au sein du directoire de la centrale de Siemens, M^{me} Ederer sera responsable pour env. 400.000 salarié(e)s. Ancien membre du Conseil municipal de Vienne et fortement engagée dans la politique européenne – comme Secrétaire d'Etat aux questions européennes du cabinet Franz Vranitzky, elle participa aux négociations d'adhésion de l'Autriche à l'UE – elle sera en outre présidente du Conseil de surveillance de la Siemens SA Autriche. A Munich, M^{me} Ederer prend la relève de Siegfried Russwurm, qui passe au secteur industrie. M^{me} Ederer est désormais, à côté de Barbara Kux, responsable des achats, la deuxième femme au niveau le plus élevé. Elle n'est en outre que la troisième femme dans le directoire d'un groupe coté à la Bourse allemande (DAX). Née le 27 février 1956 à Vienne, elle a fait des études d'économie nationale. Le groupe technologique munichois Siemens comporte trois secteurs : santé, énergie, industrie. Plus de la moitié du chiffre d'affaires total de 77,3 mrds d'euros (2008) est réalisée dans la région Europe, CEI, Afrique.

Chine-Autriche : Marché porteur pour la technique environnementale

« Nous voulons être là quand le dragon chinois deviendra vert », dit le ministre de l'Environnement Niki Berlakovich le 5 mai devant des représentants des médias autrichiens à Pékin à l'occasion d'une mission économique de quatre jours à Pékin, Nanjing et Shanghai (EXPO 2010). Il était accompagné de la présidente de la Chambre économique de Vienne (WKW) Brigitte Jank et de nombreux représentants d'entreprises. Cette tournée à travers l'Empire du Milieu visait à sonder les chances que ce marché offre à la technologie verte. Face à de gros problèmes environnementaux, le gouvernement chinois investit dans les deux années à venir 250 mrds d'euros rien que dans la protection de l'environnement et veut dépenser 40 % du PIB pour des projets d'infrastructure – plus que tout autre pays du monde. « C'est là une perspective énorme dont l'Autriche doit profiter aujourd'hui », souligna M. Berlakovich. Des entretiens p. ex. avec les

Ministres chinois de l'Environnement et de l'Agriculture ont révélé leur vif intérêt à l'égard de coopérations avec des sociétés autrichiennes. La présidente de la WKW Brigitte Jank identifia un grand potentiel pour la technologie environnementale autrichienne en Chine : Le pays est un marché en croissance avec des revenus en voie d'augmentation. La pollution de l'air et de l'eau ainsi que la croissance des montagnes de déchets dans les conurbations comptent selon M^{me} Jank parmi les grands défis pour l'économie et la société en Chine. 70 % des cours d'eau et des lacs de la Chine sont pollués par des eaux usées, env. un tiers de la population ne dispose pas d'eau potable propre et 16 des 20 grandes villes ayant la qualité d'air la plus mauvaise du monde se trouvent en Chine. La Chine est le plus grand partenaire commercial de l'Autriche en Asie. Les exportations de l'Autriche en Chine doivent être doublés dans les cinq années à venir à 4 mrds d'euros. En 2007, des entreprises autrichiennes ont fourni à la Chine de la technologie environnementale d'une valeur de 110 mio. d'euros, soit plus de 5 % du chiffre d'affaires d'exportation vers la Chine. Les gros projets d'entreprises autrichiennes en Chine actuellement en réalisation sont notamment à Hongkong une installation à gasoil écologique de BDI, une installation de frittage d'AE&E ainsi qu'une installation d'épuration à Pékin de VA Tech Wabag.

Pronostic : Reprise plus rapide en 2010 – Augmentation du PIB de 1,3 %

La Commission de l'UE prédit dans son pronostic de printemps une reprise conjoncturelle plus rapide qu'on ne s'y attendait jusqu'ici. L'économie de l'Autriche croîtra de ce fait en 2010 de 1,3 %, soit de 0,2 point de plus qu'on ne le supposait encore en automne. Pour l'UE-27, le pronostic a été révisé à la hausse d'un quart de point et prévoit pour cette année une croissance de 1,0 %. Pour la zone euro, la prédiction est de 0,9 % (+ 0,2 point).

Commerce : 3,1 % d'augmentation du chiffre d'affaires au 1^{er} trimestre

Le commerce stationnaire autrichien a réalisé au premier trimestre une augmentation nominale de son chiffre d'affaires de 3,8 %, soit une croissance réelle de 3,1 %. Le commerce de détail autrichien se développe de ce fait mieux que l'économie d'ensemble. Le 27 avril, le Président du secteur fédéral économie dans la Chambre économique d'Autriche (WKÖ) se montra satisfait : « Le commerce et les consommateurs supportent l'économie ».

CULTURE MEDIAS SCIENCE**Prix d'Etat de journalisme éducatif et culturel à la rédactrice Lisa Nimmervoll**

Le 3 mai, Journée internationale de la liberté de la presse, la ministre de l'Education Claudia Schmied a décerné pour la deuxième fois le Prix d'Etat autrichien ainsi que les Prix d'encouragement de journalisme éducatif et culturel : à la rédactrice du « Standard » Lisa Nimmervoll et à la rédactrice du « profil » Tina Goebel. Les discours d'éloge furent prononcés par l'ancien rédacteur en chef du « Standard » Gerfried Sperl et le rédacteur du « profil » Robert Buchacher. La lauréate du Prix d'Etat Nimmervoll est née en 1972 à Linz. Après des études de sociologie à l'Université de Linz, elle travailla à l'ORF Haute-Autriche et au bureau de Linz du « Standard ». Depuis l'an 2000, elle est rédactrice de politique intérieure du « Standard » à Vienne avec pour grand axe la politique éducative. « Je veux que ce prix soit un signal de la grande importance qu'un journalisme responsable revêt pour le discours de politique éducative et pour l'éducation dans son ensemble. Un bon journalisme éduque. Ce nouveau prix s'est déjà établi comme importante distinction publique et a un effet de modèle dans le sens d'une 'meilleure pratique' », dit la ministre de l'Education Schmied. Le jury atteste à la lauréate du Prix d'Etat non seulement une grande expertise en politique éducative, mais aussi une forte compétence langagière et souligne pour la lauréate du Prix d'encouragement son journalisme vivant, dialogique et l'utilisation de nouveaux médias.

Franziska Ullmann et Peter Ebner à la Biennale d'architecture de Venise

La 12^e Biennale d'architecture de Venise a lieu du 29 août au 21 novembre sous le titre « Une rencontre en architecture ». 43 architectes, ingénieurs et artistes du monde entier participent à l'exposition. « La première décennie du 21^e siècle prend fin avec une série de modifications radicales. Dans ce contexte, l'architecture peut devenir le porte-parole de valeurs nouvelles et de styles de vie nouveaux. Cette Biennale doit être une occasion d'expérimenter avec les multiples possibilités de l'architecture », dit la nouvelle directrice de la Biennale d'architecture, l'architecte japonaise Kazuyo Sejima, qui a aussi choisi en la personne des architectes Franziska Ullmann et Peter Ebner deux Autrichiens pour l'exposition principale. « Chaque participant peut utiliser son terrain d'exposition de façon totalement

autonome et donner son interprétation personnelle à la thématique de la 12^e Biennale d'architecture. Chacun peut ainsi interpréter la question de l'interaction entre environnement et société », estime M^{me} Sejima, qui a conçu quelques-uns des projets les plus intéressants des dernières années, dont le New Museum of Contemporary Art à New York, le Christian Dior Building à Tokyo et le dernier pavillon de la Serpentine Gallery à Londres. Le 17 mai, cette architecte, qui a longtemps travaillé avec Arata Isozaki, doyen de l'architecture japonaise, recevra le Prix Pritzker conjointement avec son collègue Ryue Nishizawa. La Biennale montre outre de nombreux nouveaux projets des films sur écrans géants, des photographies et des œuvres graphiques tridimensionnelles. Outre l'exposition internationale dans l'ancien chantier naval de 300 mètres de long de l'« Arsenale », 56 pavillons nationaux dans le parc des « Giardini della Biennale » montrent de nouveau des contributions nationales. L'architecte américain Eric Owen Moss est commissaire de la contribution autrichienne, dont le titre est « L'Autriche en construction : Architecture autrichienne autour du monde ; architecture internationale en Autriche ».

www.labiennale.org

M^{mes} Karl et Schmied cherchent une solution aux filières surpeuplées

La ministre des Sciences Beatrix Karl (ÖVP) souhaite pour la réorganisation de la phase initiale des études (nouvelle STEP) qu'elle propose une solution avant l'été. Les entretiens avec le partenaire de coalition s'engagent maintenant rapidement, dit-elle le 4 mai avant le Conseil des ministres. La ministre de l'Education Schmied (SPÖ) se déclara prête à des entretiens constructifs. Le nouveau régime ne deviendra effectif qu'à partir de l'année universitaire 2011/2012, déclara M^{me} Karl, car il faut du temps aux Universités pour la mise en œuvre. M^{me} Schmied souligna qu'il était prématuré de porter un jugement sur la proposition. Il est évident pour elle que l'accès à l'enseignement supérieur doit rester libre, mais qu'il faut y mettre de l'ordre. Elle récusait la critique de l'Union des étudiants (ÖH) que la nouvelle STEP pourrait signifier la fin du libre accès à l'enseignement supérieur : Tout dépend du mode d'organisation. Des discussions intenses sur la Loi sur l'Université (UG) s'imposent, p. ex. aussi sur le modèle de financement de places à l'université. Elle a peine à s'imaginer qu'à la fin de la nouvelle STEP un seul examen décide du succès. M^{me} Karl rappela dans ce contexte qu'il y avait différents mo-

dèles, p. ex. une procédure échelonnée. On peut p. ex. aussi tenir compte des particularités des différents filières et accorder une marge de manœuvre aux Universités. Elle pourrait aussi concevoir qu'on fixe le nombre de places d'Université pour certaines filières. La Ministre des Sciences réfuta que ceci pourrait égaler un système éliminatoire. Il s'agit d'une procédure d'admission qualitative visant non pas à moins d'étudiants, mais à une meilleure répartition, actuellement 60 % des étudiants choisissent dix pour cent des filières. Le Conseil des ministres a décidé le 4 mai aux termes de l'article d'exception de la Loi sur les Universités (UG) un règlement qui a permis les restrictions d'accès aux études de journalisme. Pour les études d'architecture et les études de licence en sciences économiques et sociales à l'Université économique (WU), pour lesquelles des demandes de restrictions ont également été soumises, le gouvernement n'a pas pu se mettre d'accord sur une solution. A la question de savoir si la nouvelle STEP devrait remplacer l'article dit d'exception de l'UG, M^{me} Karl répondit : Celui-ci s'est avéré être insuffisant et comporte en outre une insécurité juridique. Or les étudiants ont besoin de transparence et les Universités de prévisibilité. M^{me} Schmied souligna qu'il « n'y a pas d'alternative » à la nouvelle STEP.

Vienne : Boris Pahor obtient la Croix d'honneur autrichienne

La ministre de la Culture Claudia Schmied a remis le 26 avril dans le cadre d'une cérémonie dans la Salle des audiences du Ministère fédéral de l'Éducation, des Arts et de la Culture la Grande croix d'honneur autrichienne des sciences et des arts à l'écrivain slovène Boris Pahor, 96 ans. M^{me} Schmied : « Les comptes-rendus de Boris Pahor sont des documents littéraires sur une ère, ils sont des témoignages humains du passé et un avertissement impressionnant pour l'avenir. Boris Pahor a vécu sa vie dans la confrontation entre domination étatique et subversion personnelle. Sa biographie est la tentative d'une autodétermination dans un monde d'hétérodéterminations de toutes sortes. Mais elle est aussi une lutte pour sauver sa peau ». Né à Trieste en 1913, encore à l'époque de la monarchie des Habsbourg, Boris Pahor appartenait après la fin de la première guerre mondiale à la minorité (18 %) slovène opprimée par les Italiens, dont la langue fut interdite dans la vie publique. Depuis 1922, les fascistes de Mussolini pratiquaient une italianisation rigide des Slovènes. Après des études à Koper et à Gorizia, il est mobilisé

dans l'armée italienne, envoyé en 1940 en Libye pour combattre les Anglais. Puis il sert d'interprète à des officiers yougoslaves prisonniers de guerre au bord du lac de Garde. Après l'effondrement de l'Italie fasciste en automne 1943, Pahor rentre à Trieste, adhère à l'organisation de libération slovène, est arrêté en janvier 1944, livré à la Gestapo, déporté au camp de Dachau et plus tard encore dans trois autres camps de concentration. En 1945, il est libéré du camp de Bergen-Belsen. Boris Pahor à Maria Handler de l'APA : « Comme interprète et infirmier, j'ai accompagné des gens au dernier moment jusqu'au four crématoire. Il m'importe d'écrire sur ces personnes dont personne ne parle plus. Des personnes de tous les pays du monde et de toutes les religions étaient dans les camps et furent forcés jusqu'au bout à travailler pour le Reich allemand ». Pahor rentra à Trieste, fit des études de littérature, puis enseigna pendant plus de 20 ans dans les lycées slovènes. Depuis 1975, il vit comme écrivain à Trieste-Barkovlje et est considéré aujourd'hui comme l'un des grands noms de la littérature contemporaine slovène, dont l'œuvre fait aussitôt penser p. ex. à Jean Améry, Primo Levi, Jorge Semprún ou Imre Kertész. Pahor écrivit tout d'abord des nouvelles, puis en 1967 le roman « Nekropola ». Les dernières œuvres disponibles en traduction allemande : « La Villa sur le lac », « Nomades sans oasis », « Dans le labyrinthe » et « Cadeaux linguistiques secrets ». Son roman « Jours obscurs » (éditions Hermagoras, Klagenfurt/Ljubljana/Vienne 2009 – titre original « Zatemnitev », 1975) avec de forts éléments autobiographiques a été loué tout particulièrement par la critique. Lors de la cérémonie, le vénérable vieillard ne se montra nullement obligeant. C'est ainsi qu'il déclara que ses « compatriotes slovènes en Carinthie subissaient une forte assimilation. Et tout le monde se rend compte qu'on laisse une autorité locale de respecter ou non les dispositions du Traité d'Etat ». Et d'ajouter : « Peut-être objectera-t-on qu'un lauréat ne devrait pas admonester ceux qui lui décernent la distinction, mais je trouve qu'on peut s'exprimer ouvertement entre membres d'une Europe unie ». A l'égard de l'APA, il dit encore : « Il est tout à fait incompréhensible que de telles procédures se produisent dans des conditions cultivées. Un pays cultivé tel que l'Autriche devrait pouvoir résoudre ceci en passant. On ne saurait tout de même s'attendre à ce que la politique locale décide d'un Traité d'Etat. L'Autriche ne saurait courber l'échine devant la Carinthie ».

JMW : Les Turcs à Vienne. L'histoire d'une communauté juive

Le Musée juif de Vienne (JMW) montre du 12 mai au 31 octobre l'exposition « Les Turcs à Vienne. Histoire d'une communauté juive ». 1492 fut une année fatidique en Espagne : 800 ans de domination arabe musulmane prirent fin suite à la Reconquista définitive, les juifs furent expulsés du pays et Christophe Colomb découvrit le Nouveau Monde. L'exposition se consacre aux répercussions d'un de ces trois événements historiques essentiels qui marquent la fin du Moyen Age européen : à l'expulsion des juifs d'Espagne, qui furent accueillis en Afrique du Nord, dans quelques villes italiennes et dans l'Empire ottoman. Réfugiés d'abord au Portugal, certains quittèrent plus tard la péninsule ibérique en direction de la Hollande et du nord de l'Allemagne. Dans le courant des conquêtes ottomanes en Europe, les juifs de descendance espagnole, dit séfarades, purent fonder des communautés culturellement et économiquement importantes dans les Balkans. Dès l'époque du ghetto du « Unteren Werd », il y eut des relations entre les Viennois et les juifs séfarades, donc turcs. Mais ce ne fut qu'avec les traités de paix entre l'Empire des Habsbourg et l'Empire ottoman dans la première moitié du 18^e siècle que les juifs turcs jouirent de la liberté de circulation dans l'Empire des Habsbourg. Après la fondation de communauté juive turque à Vienne, une patente impériale leur accorda la liberté d'exercice de leur religion et de leur culte. En 1887, l'impressionnante synagogue turque séfarade en style mauresque fut inaugurée dans la Zirkusgasse, dans le vestibule de laquelle des portraits des régents habsbourgeois et ottoman rendaient un hommage loyal aux deux majestés et aux deux pays. En 1938, cette synagogue fut détruite comme presque toutes les autres synagogues et maisons de prière de la ville, les membres de cette communauté furent presque tous déportés dans les camps de la mort. Les juifs séfarades de Vienne étaient à de nombreux égards des médiateurs entre l'Orient et l'Occident – comme marchands et commerçants. L'exposition illustre aussi leur rôle comme agents de la Poste autrichienne à Constantinople et au Levant, du Lloyd autrichien et de l'Orient Express. Les juifs séfarades jouèrent aussi ce rôle de médiateurs au niveau culturel. Ils fondèrent à Constantinople la première imprimerie du monde et à Vienne une presse séfarade. Des impulsions essentielles pour le développement de la tradition rabbinique émanèrent de juifs séfarades. La riche poésie médiévale juive espagnole fut transmise

de génération en génération et la musique juive fut développée. Ce furent eux qui rendirent la philosophie et la médecine arabes accessibles au monde occidental. Des auteurs séfarades publièrent leurs écrits dans tout le monde latinophone, des écrivains du rang d'Elias Canetti, pour ne nommer qu'un exemple, sont issus de leurs rangs. Toutes ces facettes de la diaspora séfarade et de sa contribution à l'histoire culturelle du monde oriental et occidental sont illustrés dans l'exposition. www.jmw.at

T-B A21 : Positions artistiques contemporaines de Turquie

La T-B A21 (Thyssen-Bornemisza Art Contemporary) à Vienne montre jusqu'au 15 septembre « Tactics of Invisibility » (« Stratégies de l'invisibilité ») - 15 positions artistiques de Turquie et de leur diaspora. L'exposition, qu'on peut voir à Vienne, à Istanbul et à Berlin, essaye par le discours provoqué par sa thématique de générer une confrontation avec les contextes locaux. La présentation à Vienne se déroule, outre dans les locaux de la T-B A21, dans l'espace extérieur de la Himmelpfortgasse avec un travail d'affiches du collectif d'artistes Hafriyat et au Dépôt KlausEngelhorn dans le quartier d'Ottakring avec des travaux d'Esra Ersen. T-B A21 présente en outre comme contribution au programme artistique d'« Istanbul comme capitale culturelle d'Europe 2010 » dans cette même ville sur la place Eminönü du 22 mai au 19 septembre la structure sonore « The Morning Line » de Matthew Ritchie et ArandaLasch - un pavillon de huit mètres de haut et de 20 mètres de long, construit en 17 tonnes d'aluminium revêtu de noir, destiné comme projet interdisciplinaire à explorer l'interaction entre art, architecture, musique, mathématiques, cosmologie et science.

M^{me} Schmied remet les Prix autrichiens du livre pour enfants et jeunes 2010

Au couventforum de Gleisdorf (Styrie), la ministre de l'Education Schmied a remis le 4 mai les Prix 2010 des ouvrages d'une qualité artistique exceptionnelle quant au texte, la conception graphique et l'illustration tels que le livre pour enfants de Peter Turrini/Verena Ballhaus : « Que fait-on quand... Conseils pour les petits » (Vienne : éditions Annette Betz 2009) ou le livre de jeunesse de Gabi Kreslehner : « Le rêve de Charlotte » (Weinheim : Beltz & Gelberg 2009).

POLITIQUE SPORTIVE**Perte de popularité des classes de neige : M. Darabos - « Table ronde »**

Les chiffres des dernières années sont alarmants : De moins en moins d'enfants et d'adolescents en Autriche participent à des classes de neige. A la longue, ce développement menace le statut de l'Autriche comme nation du ski numéro 1. Le ministre du Sport Norbert Darabos veut contrer cette évolution : Il réunit autour d'une table l'économie, le sport et l'école pour réaliser ensemble un retournement de la tendance. « Le grand nombre d'écoliers et d'écolières qui pouvaient chaque année se familiariser avec les sports d'hiver par les classes de neige est une base pour les succès sportifs de notre pays. Si un fléchissement se produit à ce niveau, l'effondrement à la base pour le sport de masse et de compétition dans le ski suivra bientôt », dit M. Darabos, qui veut par conséquent contre-carrer cette tendance conjointement avec la Fédération autrichienne du ski ÖSV, la Chambre de l'économie et le Ministère de l'éducation. Le 30 avril, le ministre du Sport Darabos invita par conséquent à une « Table ronde » dans la Maison du sport à Vienne pour élaborer ensemble un modèle de solution. Les résultats doivent être présentés au début de la prochaine année scolaire.

Premier sommet formel des ministres du Sport : Questions d'avenir

Le premier Conseil formel des ministres du Sport depuis l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne a lieu le 10 mai à Bruxelles. L'Autriche est représentée par le ministre du Sport Norbert Darabos. Le domaine du sport fait partie de la formation de Conseil éducation, jeunesse, culture et médias audiovisuels. Le Traité de Lisbonne entré en vigueur le 1^{er} décembre 2009 prévoit une compétence spéciale de l'Union européenne pour le sport. C'est pourquoi la coopération et la coordination entre les Etats membres est désormais formalisée. Une discussion des ministres se situera au centre de la partie de l'ordre du jour consacrée au sport. Elle doit donner aux Etats membres la possibilité de s'exprimer sur les questions et les défis fondamentaux auxquels la politique sportive de l'UE devrait selon eux se consacrer après l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne. Ceci doit donner à la Commission des repères importants pour la planification de son travail des années à venir. Au premier Conseil des ministres formel, il n'y aura probablement encore pas de décisions. Pour

mettre en œuvre les nouvelles dispositions du Traité de Lisbonne dans le domaine du sport, la Commission prévoit un nouveau cadre devant se fonder sur un agenda de l'UE pour la conception de la politique et la coopération dans le sport dans les années à venir. Cet agenda peut se baser sur les expériences acquises avec la mise en œuvre des actions dans le Livre blanc sur le sport (2007) et doit comporter de nouvelles initiatives fondées sur la compétence du Traité pour le sport. Des consultations avec les représentants d'organisations socio-professionnelles ont déjà commencé et seront intensifiées à cet égard dans les mois à venir.

Sport : Nouvelles compétences de l'UE

L'article 165 du Traité de l'UE confère à l'UE une compétence d'appuyer, coordonner et compléter les actions des Etats membres dans le sport. L'article 165 exhorte l'UE à contribuer à la promotion des affaires sportives, à développer la dimension européenne dans le sport et à promouvoir la coopération avec des pays tiers et des organisations internationales. Les éléments concrets ci-dessous de l'article 165 peuvent servir à la conception du nouvel agenda de l'UE pour le sport :

- Promotion de la fonction sociale et éducative du sport ;
- Promotion de structures fondées sur le volontariat ;
- Spécificité du sport par rapport au droit européen ;
- Promotion de l'équité et de l'ouverture dans les compétitions sportives ;
- Protection de l'intégrité physique et morale des sportifs ;
- Promotion de la coopération entre les organismes responsables du sport ;
- Coopération avec les pays tiers et les organisations internationales compétentes.

Les nouvelles dispositions du Traité permettent de soutenir le sport directement au niveau de l'UE et de développer le potentiel de ce secteur dans un nouveau contexte politique formel, appuyé par des mesures d'aide et éventuellement aussi par des recommandations du Conseil. Il convient d'élucider la façon précise dont ces nouveaux instruments peuvent être mis en œuvre. D'autres dispositions du Traité (dans des domaines tels que marché intérieur, concurrence, santé, éducation, intégration sociale, emploi et droits fondamentaux) restent applicables au sport.